



## Arrêt

**n° 141 473 du 23 mars 2015**  
**dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**1. la Commune de SAINT-JOSSE-TEN-NOODE, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins**

**2. l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈ CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 3 décembre 2014, par X, qui déclare être de nationalité roumaine, tendant à la suspension et à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 4 novembre 2014 et notifiée le même jour.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu les notes d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 février 2015 convoquant les parties à l'audience du 10 mars 2015.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. MAGNETTE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. DE SOUSA *loco* Me E. DERRIKS, avocate, qui comparaît pour la première partie défenderesse et Mme A. BIRAMANE, attachée, qui comparaît pour la deuxième partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause**

1.1. La requérante, de nationalité roumaine, serait arrivée en Belgique le 24 mai 2011.

1.2. Le 29 octobre 2013, elle a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de travailleur indépendant. Le 5 mars 2014, la partie défenderesse a pris à son encontre une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire et lui a laissé un délai d'un mois, soit jusqu'au 5 avril 2014, pour produire les documents manquants.

1.3. En date du 4 novembre 2014, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire. Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

*«L'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union. Attestation banque carrefour des entreprises-Affiliation Assurance Sociale pr (sic) travailleurs indépendants*

*En vertu de l'article 51, §1, alinéa 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 mentionné ci-dessus, étant donné que le séjour de plus de 3 mois en tant que ..... (remplit avec la qualité invoquée par l'intéressée : travailleur salarié, demandeur d'emploi,...) a été refusé à l'intéressée et qu'elle n'est pas autorisée ou admise à séjourner à un autre titre, il lui est enjoint de quitter le territoire dans les 30 jours ».*

## **2. Questions préalables**

2.1. Demande de suspension.

2.2.1. En termes de requête, la partie requérante demande de suspendre l'exécution de l'acte attaqué dont elle postule également l'annulation.

2.2.2. En l'espèce, le Conseil rappelle que l'article 39/79, § 1<sup>er</sup>, de la Loi, dispose :

*« §1<sup>er</sup>. Sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours [en annulation] introduit contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision attaquée. Les décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont : (...) 7° toute décision de refus de reconnaissance du droit de séjour à un citoyen de l'Union ou un membre de sa famille visé à l'article 40bis, sur la base de la réglementation européenne applicable, ainsi que toute décision mettant fin au séjour d'un citoyen de l'Union ou d'un membre de sa famille visé à l'article 40bis; (...) ».*

Dès lors, force est de constater que la décision contestée constitue une décision de refus de reconnaissance du droit de séjour à un citoyen de l'Union telle que visée par ledit article 39/79, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Il en résulte que le recours en annulation introduit par la partie requérante à l'encontre de l'acte attaqué est assorti d'un effet suspensif automatique, de sorte que cet acte ne peut pas être exécuté par la contrainte.

2.2.3. En conséquence, il y a lieu, au vu de ce qui précède, de constater que la partie requérante n'a pas d'intérêt à la demande de suspension de l'exécution de la décision attaquée qu'elle formule en termes de recours.

2.3. Demande de mise hors de cause formulée par la seconde partie défenderesse

2.4.1. Dans sa note d'observations, la seconde partie défenderesse sollicite sa mise hors de cause. Après un rappel du pouvoir autonome de l'administration communale dans le cadre de la présente demande en vertu de l'article 51, § 1<sup>er</sup>, de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, elle précise que « *l'Office des étrangers ne doit pas être mis à la cause vu qu'il n'a participé en aucune façon à la prise de décision* »

2.4.2. En l'espèce, à la lecture du dossier administratif, le Conseil ne peut que constater que l'Etat belge n'a effectivement pris aucune part dans les décisions attaquées. En conséquence, le Conseil estime que la seconde partie défenderesse doit être mise hors de cause et qu'il y a lieu de désigner comme seule partie défenderesse, la première partie défenderesse, étant la commune de Saint-Josse-ten-Noode, représentée par son collègue des Bourgmestre et échevins.

## **3. Exposé des moyens d'annulation**

3.1. La partie requérante prend un premier moyen « *de l'incompétence de l'auteur de l'acte, des articles 126 et 133 de la nouvelle loi communale* ».

3.2. Elle constate que l'auteur de la décision attaquée est « *[illisible, NDLR], agent communal délégué* ». Elle soutient que « *Bien que l'article 51 de la loi du 15/12/1980 (sic) prévoit que « Si le citoyen de l'Union ne produit pas tous les documents de preuve requis dans les trois mois suivant l'introduction de sa demande d'attestation d'enregistrement, le bourgmestre ou son délégué refuse la demande, sans lui donner l'ordre de quitter le territoire, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20. », la délégation de compétence est d'ordre public et doit donc être interprétée strictement. Cette délégation ne peut être laissée à l'appréciation discrétionnaire de l'autorité compétente, qui doit, au contraire, se rapporter à la loi organisant cette délégation* ». Elle reproduit le contenu des articles 126 et 133 de la nouvelle loi communale. Elle souligne qu'il ne résulte pas de l'article 126 précité que la compétence de prendre des décisions en matière d'accès au séjour puisse être déléguée à un agent communal. Elle se réfère à la jurisprudence du Conseil de céans selon laquelle « *Il ressort des dispositions précitées que la compétence du bourgmestre dans l'exécution des lois de police ou arrêtés peut être exclusivement déléguée à l'un de ses échevins et à l'exclusion d'un agent communal ou à une autre personne* ». Elle considère dès lors que « *l'agent communal délégué* » qui a pris l'acte querellé pour « *le Bourgmestre* » n'est pas un échevin et n'avait donc pas la compétence pour prendre l'acte en question. Elle conclut que ce moyen est d'ordre public et qu'il est fondé et justifie l'annulation de la décision entreprise.

3.3. La partie requérante prend un second moyen de la violation « *du principe de bonne administration et en particulier du devoir de minutie et de prudence et de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29/7/1991 portant obligation de motivation de (sic) actes administratifs* ».

#### 4. Discussion

4.1. Sur le premier moyen pris, à titre liminaire, le Conseil rappelle que l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, sur la base duquel les actes attaqués ont été pris, énonce : « *Si le citoyen de l'Union ne produit toujours pas les documents requis dans le délai supplémentaire d'un mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le bourgmestre ou son délégué refuse la demande et lui donne, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20* ».

Le Conseil constate ensuite que, suite à la motivation des décisions entreprises, figurent les mentions « *Le Bourgmestre ou son délégué* » et « *Le Ministre ou son délégué* ». Au vu du fondement de ces décisions, à savoir l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'Arrêté royal précité, le Conseil estime qu'il doit être considéré que celles-ci ont été prises pour « *Le Bourgmestre ou son délégué* ». Le Conseil remarque également que le cachet de l'auteur de ces actes indique « *L'agent communal délégué* ».

Le Conseil souligne enfin que l'article 133 de la nouvelle loi communale, figurant dans le chapitre 3, intitulé « *Des attributions du bourgmestre* », énonce que : « *Le bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances, des règlements et arrêtés de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Commissions communautaires, du Conseil provincial et de la députation permanente du conseil provincial, à moins qu'elle ne soit formellement attribuée au collège échevinal ou au conseil communal. Il est spécialement chargé des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police. Néanmoins, il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses attributions, de, tout ou en partie, à l'un des échevins. [...]* ». Il ressort de cette disposition qu'elle prévoit uniquement la compétence du bourgmestre dans l'exécution des lois de police ou arrêtés et que cette compétence peut être exclusivement déléguée à l'un de ses échevins et donc pas à un agent communal ou à une autre personne (en ce sens, CE, n°220.348, du 20 juillet 2012).

4.2. En l'occurrence « *L'agent communal délégué* » ayant pris les actes attaqués pour « *Le Bourgmestre ou son délégué* », n'est pas un échevin, en manière telle qu'il n'avait pas compétence pour prendre lesdits actes.

4.3. Le premier moyen, d'ordre public, est fondé et justifie l'annulation des décisions querellées. Il n'y a pas lieu d'examiner le second moyen de la requête qui, à le supposer fondé, ne pourrait entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4.4. Dans sa note d'observations la première partie défenderesse soutient que lorsque la loi ou l'arrêté royal vise « *l'administration communale* », le bourgmestre est habilité, dans certaines hypothèses, implicitement mais certainement, à déléguer cette compétence à un membre du personnel de l'administration, indépendamment de son statut. Elle se réfère à un avis de la section de législation du Conseil d'Etat et elle avance que « *Ce raisonnement est d'autant plus pertinent, selon la section de législation du Conseil d'Etat, que la plupart des missions confiées sont des actes purement matériels pour lesquels la compétence est entièrement liée, comme c'est le cas en l'espèce, la requérante n'ayant pas prouvé dans le délai requis qu'elle remplissait les conditions pour bénéficier du droit de séjour qu'elle sollicitait* ». Elle relève qu'en tout état de cause, même si la mission confiée implique un certain pouvoir d'appréciation, les annexes de l'arrêté royal précisent à chaque fois que ces documents sont établis par « *le bourgmestre ou son délégué* ». Le Conseil souligne qu'au vu des termes de l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'Arrêté royal précité, il n'est pas question d'une compétence de l'administration communale en l'occurrence, mais bien du Bourgmestre ou de son délégué en particulier, et que, dès lors, l'argumentaire de la partie défenderesse n'est pas de nature à renverser le raisonnement qui précède.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 4 novembre 2014, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois mars deux mille quinze par :

Mme C. DE WREEDE,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. FORTIN

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. FORTIN

C. DE WREEDE